

COMpte Rendu de la réunion du mardi 12 décembre 2023

EXAMEN DU PROJET DE DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2022 DE LA CHAMBRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE LAGONAIRE ET AFFECTATION DE SON RÉSULTAT

La réunion débute à 13 h 36, sous la présidence de M. Tafai, Mitema Tapati

Président	M. Tafai, Mitema Tapati	présent	
Vice-président	M. Ernest Teagai	absent	Procuration à M. Tafai, Mitema Tapati
Secrétaire	M ^{me} Marielle Kohumoetini	présente	
Membres	M. Ruben Teremate	présent	
	M. Félix, Hoa Tetua	présent	
	M. Edwin Shiro-Abe Peu	présent	
	M. Ah Ky Temarii	présent	
	M ^{me} Joëlle Frebault	absente	Procuration à M ^{me} Yseult Butcher-Ferry
	M ^{me} Yseult Butcher-Ferry	présent	

Non-membres	M. Pierre Terou	
	M ^{me} Maite Hauata Ah-Min	
	M. Tevahiarui Teraiarue	

PROJET DE DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2022 DE LA CHAMBRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE LAGONAIRE ET AFFECTATION DE SON RÉSULTAT

(Lettre n° 8413/PR du 4-12-2023)

Présenté par M^{me} Marielle Kohumoetini

Défendu par :

- M. Patrick Kaiha, chef de cabinet du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche,
- M. Thomas Moutame, président de la chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL),
- M. Marc Fabresse, secrétaire général par intérim de la CAPL,
- M. Faatuarai Roopinia, responsable administratif et financier de la CAPL,
- M. Patrick Ariitai, comptable de la CAPL.

DISCUSSION SUR LE PROJET DE RAPPORT

M. Thomas Moutame : *Nō te terera'a faufa'a e hōro'a atu vau te reira i tō tātou pāpa'i parau nā Marc ia e tātara mai. Te tahi rā mana'o tā'u e hina'aro, hou e 'iriti atu ai i tā tātou tumu parau, māuruuru maita'i i te tuatāpapara'a i teie nei tāpura tā tātou nō te matahiti 2022, nō te hi'opo'ara'a i te terera'a faufa'a.*

I roto i tā tātou terera'a faufa'a tei arata'ihia mai e mātou tō te Piha Rautea, tē 'ite ra tātou teie mau ha'aputu, parau pa'i tātou fonds de roulement, 'ua hau i te 300 mirioni. I te matahiti i mahemo a'e nei teie te fa'annahora'a a te fa'aterera'a o te fenua, 'eiaha pa'i e ha'aputu noa i teie moni, 'ia fa'a'ohipa rā i te reira.

'E 'ia ani mātou i te faufa'a nō te tahi mau 'ōpuara'a, e parau mai iho ā rātou a rave nā mua tā 'outou moni ha'aputu hou 'outou e ani fa'ahou mai te mau mea 'āpī. 'E te 'ohipa i ravehia i te reira matahiti mahemo iho nei, te ho'ora'a mai i te mau tauiha'a pau roa i roto i te terera'a 'ohipa i tāere ai tā tātou faufa'a i te topara'a mai nō te fa'a'ohipa i te reira.

'Ua 'ite tātou i te moni i topa mai i roto i te 'āfata a te piha fa'a'apu, 'aita 'ōna e haere 'āfaro mai. E haere 'ōna i roto i te 'āfata a te DAG 'e nā te DAG e fa'atae mai, 'ōpere atu i roto i te Chambre d'agriculture ānei 'aore rā te ÉPIC Vanille ānei, 'aore rā te tahi atu mau piha i raro a'e i te fa'aterera'a o tā tātou fa'aterehau.

'E terā fa'annahora'a, tei i'ō te taupupūra'a 'e tae roa mai ai i teienei. Ia fa'aro'o ana'e i te mau parau a te fa'aterehau e tano paha tāta'i mai, 'eiaha i roto noa i tā tātou piha fa'a'apu, i te tahi atu mau piha tōro'a a te hau. La lenteur de l'administration, e 'ere nō teienei teie fifi i te fāreireira'a, mai te tau 'ia tātou i haere mai nei te reira te fa'annahora'a, tei i'ō te taupupūra'a.

'E aha te 'ohipa i ravehia ? Ravehia mai nei terā faufa'a ha'aputu, fa'a'ohipa atu ai i te reira 'ia nehenehe 'ia fa'a'oi'oi mai te terera'a. Terā ia tā tātou e 'ite rā terā 300 ti'ahapa mirioni, tātarahia mai hō'e tūha'a i tae ia tātou i te hōpe'ara'a o te matahiti 2022 terā 'ia 148 millions.

Tōna fa'annahora'a i roto i te terera'a hōpe'a a te hau, e au ē fa'ahaere 'oe e toru 'āva'e. 'Eiaha e ha'aputu nō te hō'e matahiti, fa'anaho rā 'oe e toru 'āva'e 'ia nehenehe terā e toru 'āva'e 'ia 'ohu. Terā tōna vaira'a, il faut 'ōna 'ia toe mai i terā fāito 60 millions. Terā 60 mirioni, terā tōna aura'a, e tātara fa'ahou ā, fa'a'ohipa, 'eiaha pa'i e ha'aputu. 'Ia ani mai te fa'aterera'a o te fenua i tō tātou ha'apa'o faufa'a tei hea tōna vaira'a ? 'Ia fa'a'itehia iho ā 'aita 'ua fa'a'ohipahia i terā, 'eiaha pa'i 'ōna nō te ha'aputu noa, 'ia fa'a'ohipa rā.

I tae 'ia tātou i roto i terā fa'annahora'a. I teie matahiti i mua 'ia tae tātou i te compte bilan financier 2023 'ite tātou tē topa ri'i noa mai rā. Tē vai ra rā hō'e fāito 'eiaha 'ōna e haere fa'ahou mai i raro. E'ita 'ia e fāri'ihia te reira taimē. 'Āraua'e e hōro'a atu ai te parau nō ni'a iho i te fa'annahora'a o te 'ōpuara'a.

Je laisse la parole à Marc pour compléter au niveau financier.

M. Marc Fabresse : Pour compléter ce que disait le président Thomas Moutame, on avait eu instruction de montrer la capacité, de mobiliser des moyens et des actions pour les agriculteurs. On avait un fonds de roulement vraiment important et les instructions qui avaient été données à l'époque par l'ancienne équipe de direction étaient de montrer la capacité de la Chambre à mettre en place des projets et à utiliser les crédits qu'on lui donnait. Par le passé, il faut savoir qu'il y a eu des années pour lesquelles on n'a pas utilisé l'ensemble des crédits qu'on nous avait donné et c'est pour cela qu'on a constitué un fonds de roulement aussi important. Ils nous avaient dit : « vous voulez augmenter la puissance de la Chambre de l'agriculture et avoir plus d'actions de développement pour les agriculteurs, mais êtes-vous capables de dépenser les crédits que l'on vous donne ? »

Effectivement, c'est une des raisons aussi pour lesquelles il y a eu une énorme activité de la Chambre de l'agriculture en 2022. On le voit bien par le nombre de cartes mais aussi par la multiplication des missions et des actions sur le terrain. Par rapport à l'opération d'investissement, il y a eu effectivement un décalage car, comme vous le savez, lorsqu'on a une opération d'investissement qui nous est allouée (une AP), il y a toute une procédure extrêmement longue qui peut prendre deux mois pour passer en CCBF et avoir le dossier, ou six ou sept mois selon le service qui instruit. Il y a eu des difficultés en 2022 puisque les dossiers ont traîné et, au final, on a eu la première tranche très tard. C'est ce qui fait que l'on aurait dû toucher 150 millions en 2022 — et que l'on a eu d'ailleurs en 2023 — et c'est ce qui fait que le chiffre s'est retrouvé si bas. Néanmoins, à fin 2022, le fonds de roulement était tout à fait au-dessus de ce qui est la limite « dangereuse » qu'il ne faut pas franchir. Et donc, l'on était encore dans une certaine forme de sécurité et l'on a donc respecté l'engagement que l'on nous avait demandé de prendre par le ministère de l'époque.

M^{me} Yseult Butcher-Ferry : En 2021, il y avait 24 agents et vous êtes passés à 42 agents en 2022, soit 20 agents de plus. Pouvez-vous justifier cela ? C'est énorme en un an !

M. Marc Fabresse : Effectivement, on est passé à 42 agents, et dans le chiffre que vous avez, les CAE étaient comptés. Une dizaine de CAE nous ont accompagnés dans nos actions. Aujourd'hui, on a 34 agents en poste, c'est-à-dire deux ans après l'augmentation. On a donc monté de manière progressive comme le budget alloué au personnel. Ce n'est donc pas 42 puisqu'aujourd'hui on est à 34 agents et il y a encore 1 ou 2 postes vacants. On est bien en augmentation puisqu'on a créé en 2022, 8 nouveaux postes. Tous n'ont pas été pris parce que c'est extrêmement compliqué de recruter des jeunes polynésiens et on n'a pas cherché à recruter des candidats extérieurs.

Pendant toute l'année 2022, plusieurs postes ont été vacants et auraient dû normalement être pris. Et aujourd'hui encore, quelques postes sont encore vacants.

M. Thomas Moutame : Il est vrai que 34 agents, c'est énorme mais on est très peu alors qu'à la DAG, ils sont plus de 250 et entre 100-140 pour les chambres en Nouvelle-Calédonie et à la Réunion. Pour s'occuper de toute la Polynésie française, c'est impossible. Par exemple aux Tuamotu, il est difficile de placer. De même, aux Marquises, où nous avons qu'un seul agent. C'est pourquoi, il faut élargir. On n'est pas là pour embaucher 250. Il faut répartir sur l'ensemble des archipels pour qu'ils soient bien représentés. Au niveau du budget, on est obligé d'aller progressivement.

M^{me} Yseult Butcher-Ferry : Effectivement aux Tuamotu, nous avons ce gros souci. Au niveau de la DAG, ils sont que deux agents à intervenir alors que l'on sait très bien qu'aux Tuamotu beaucoup de cocotiers sont malades. Il va falloir plus accentuer — c'est une demande —, les Tuamotu et notamment Napuka où tout est infesté alors qu'ils ne vivent que de coprah. Je suis d'accord avec vous, président.

M. Thomas Moutame : Il faut bien définir les actions entre la DAG et la CAPL. La mission de la CAPL concerne le développement. Malheureusement aux Tuamotu, la cocoteraie n'est pas sous notre responsabilité, elle concerne plutôt la DAG.

Pour tout ce qui est développement, j'ai toujours sollicité à ce que l'on définit la politique « qui fait quoi » entre la DAG et la CAPL et non pas faire un double travail. Il est vrai que lors de nos déplacements aux Tuamotu, *na'ohia mai* : « *E peretiteni, tā mātou pa'i uru ha'ari !* » Pourtant, je sais ce qu'il faut faire, mais ce n'est pas ma responsabilité, c'est celle de la DAG. Normalement, le développement doit être ramené à la CAPL et partout en métropole aussi, c'est la Chambre de l'agriculture.

Pour ce genre de problème concernant les maladies, il y a des traitements. Aux Tuamotu, je vois les constats, il y a 17 communes avec 48 îles habitées, s'agissant de la cocoteraie, il n'y a rien dans le sol, celui-ci est pauvre ! Il faut importer la matière organique. Pour tout ce qui est dans la cocoteraie, je conseille à nos collègues *tāvana* de ne pas brûler. Au contraire, il faut broyer et mettre autour du cocotier. Et pas uniquement pour le cocotier parce qu'il y a d'autres développements au niveau de la culture maraîchère, la culture des arbres fruitiers...

Je vais prendre l'exemple à Tikehau, à l'île d'Eden — président, *tae i te hō'ē mahana, haere e hi'o terā* —, ils sont autonomes. *'Ua ti'amā rātou ia rātou iho, 'aita rātou e hāpono mai te mā'a nā rāpae*. Au contraire, *tanu rātou e haere mai iō a'e i Araka nō te ho'ora'a*. Notre vision concernant les Tuamotu, c'est vraiment de développer et travailler avec les communes, les associations et les coopératives pour qu'il y est un suivi. D'où ma demande à nos collègues maires si vous ne pouvez pas détacher un agent parmi les vôtres qui aime l'agriculture et le mettre à disposition. C'est ce que les communes sont en train de mettre en place. Avec ça, tu es sûr, ils vont les accompagner et les écoles aussi qui est la base de tout. Si nous voulons développer, ce sont nos écoles, après la famille et les associations. On a eu le Covid à une époque. Ce n'est qu'un début et les années à venir, *fa'aineine tātou*.

M. Edwin Shiro-Abe Peu : Vous disiez, précédemment que vous aviez des difficultés de recrutement, c'est dû à quoi ? Le niveau que vous demandez est-il trop haut ? Comment se fait-il qu'il n'y a pas de réponse, les jeunes ne s'intéressent pas ?

M. Marc Fabresse : Aujourd'hui, on a un peu la fierté de dire que la Chambre de l'agriculture, c'est la première zone de recrutement des BTS du lycée agricole de Moorea. Tous nos agents aujourd'hui (techniciens, etc.) sont recrutés là-bas. En fait, ce sont les cadres qui sont compliqués à recruter (niveau ingénieur catégorie A) en technique. Le lycée agricole s'arrêtant au niveau BTS et certains qui partent en métropole ne reviennent pas. Pour ma part, j'ai fait partie des rares qui est revenu sur le territoire et trois quarts sont restés en France ou aux États-Unis ou au Canada.

On essaye de trouver des profils des locaux d'ingénieurs d'agro-transformation. Et depuis deux ans, on n'a aucun profil. On a lancé des recherches et contacté les lycées. On n'a pas de profils de jeunes intéressés par ce type de poste au niveau local. Parce que, premièrement, la fonction publique paye moins que les entreprises privées en France ou aux États-Unis. Et deuxièmement, les catégories d'emplois sont en CDD. Les gens vont se dire « je retourne à Tahiti pour bosser en CDD alors que peut-être j'ai un CDI à l'issue de mon stage de doctorat ou quoi dans d'autres territoires ». Donc, c'est extrêmement compliqué. On en trouve et quand on en trouve, on essaye de les garder.

Après, on a une difficulté aussi, c'est que la majorité de notre personnel est en CDD aujourd'hui. On a vraiment un *process* de recrutement assez au point, mais on a toujours des difficultés à recruter des compétences locales. Mais on le fait et on gèle quand on ne le fait pas.

M^{me} Maite Hauata Ah-Min : *Teie uira'a tā'u, tē 'ite ra pa'i vau, tē vai ra hō'ē 'aivāna'a nō ni'a ia i te parau nō te hāmanira'a mā'a ānei* (ingénieur agro-transformation). *Teienei, tā'u anira'a, e aha tāna tūha'a 'ohipa i rave nā roto i te mau ta'amotu ? E hi'o vau nō te Tuha'a Pae, e aha pa'i tāna tūha'a 'ohipa i rave ? Terā ia tā'u uira'a mātāmua*.

Te piti o te uira'a, tei ni'a ia i terā mau tauturu i ni'a i te mau mauha'a, terā mau 'ārote ānei mai terā tā 'outou e parau ra. Teienei te uira'a i'ō, e mea nāhea te mau 'oire e fāna'o ai te reira mau mauha'a,

'inaha e mau mauiha'a terā e tauturu i te ta'ata fa'a'apu ? 'E te uira'a tā'u e ani atu ra, tē vai ānei tā te tāvana CAPL terā tāreta (carte CAPL), tē vai ānei tāna nō te fana'o te reira mau mauiha'a ?

Teienei, e uira'a fa'ahou tā'u, nō ni'a ia tā tātou — nāhea e parau ana'e ? —, te fā nō te mea hi'o tātou te fa'a'apu i teienei i'ō iho ā ia i Tupua'i, mea rahi roa te fa'a'ohipara'a i te rā'au. Teienei, tā'u uiraa, fa'aea noa ānei tō Tupua'i i ni'a i te taroti ? Nō te mea 'ua 'ite maita'i tātou, terā fa'a'apu taroti i roto i terā rahira'a e hina'arohia ra 'ia fa'a'apu tō Tupua'i, 'aita te reira mea i fa'a-iti-hia mai. Te parau nō te rā'au, e rahi noa iho ā, e 'ino noa atu ā tō mātou fenua.

Teienei, nāhea pa'i ia, e aha te mau rāve'a tā 'outou e mana'o nō te fa'a'iti mai nō te mea terā te fā, terā ato'a te fā tā tātou fa'aterera'a i te ho'i mai tātou i ni'a i terā fa'a'apu natura e parauhia ra mai tā tō tātou mau tupuna i rave noa mai nei. Teienei, fa'aea noa ana'e tātou i ni'a i terā huru fa'a'apu, 'aita vau mana'o e ra'e-ana'e-hia terā fā.

M. Thomas Moutame : Māuruuru maita'i Māite terā uira'a tā 'oe, e uira'a faufa'a roa te reira nō tātou, tātou te feiā fa'a'apu, terā iho ā rā fenua i Tupua'i. I rorto i tā mātou putuputura'a, na'o iho ā mai te mero i roto ia mātou : « peretiteni, o Tupua'i ana'e te fenua Tuha'a Pae, 'e o mātou ? » Tei i'ō iho ā te ha'apūaira'a, parauhia 'o Tupua'i, c'est le grenier !

Teie mau tauihāa i ravehia mai, te tauturu, 'aita tō roto i te CAPL, tei roto i te DAG. 'Ia maramarama maita'i tātou, 'ia ani tātou i te tauturu (subvention), tei roto 'ōna i te DAG, nā te DAG e ha'apa'o i terā. E 'ere nā te CAPL. 'Ua ani mātou 'ia hōro'a mai i te CAPL, 'aita i hōro'ahia mai. Nā te DAG. 'Ua oti iho ā ia te reira.

Haere ana'e mai te tauturu nō roto mai i te tautai feiā fa'a'apu tā te CAPL i fa'anaho, te ho'ora'a mai i te mau mauiha'a nō te tauturu i tā tātou feiā fa'a'apu. Nō te aha te piha tautai e rave ai i terā tuha'a ? Tē vai nei tā tātou mau tauturu — e ani tātou i te tahi tracteur, pelle Pel Job ou matériels agricoles —, 'aufau iho ā te ta'ata i tāna tūha'a, e tauturu mai te Hau Fenua 30, 40, 50, 60 % ; 'e terā 40 %, nā tātou e 'aufau te reira.

Tō tātou fīfī teie mahana, te feiā e faufa'a tā rātou, e pe'e iho ā ia rātou. Par exemple : si hō'ē pelle Pel Job coûte 10 millions, si on est à 60 %, ils ont une subvention de 6 millions. Par contre, les 4 millions restants, ils ont du mal à porter. Terā tō tātou fīfī. Te feiā e moni tā rātou e haere 'ia rātou. Terā rā feiā i raro mai, 'aita e pe'e 'ia rātou, terā ia e mana'ohia rā tauturu mai nā 'ia tātou i ni'a iho i teie fa'anahora'a nō te tauturu i tō tātou feiā fa'a'apu. Terā ia feiā ri'i 'aita e haere 'ia rātou. I fa'anaho ia mātou 'ia rave mai te mau tauihāa : te drague, te pelle-job, te tracteur, te 'ārote pau roa, hōro'a i roto i te mau 'oire, rave i te hō'ē fa'aura'a i roto i te 'oire 'e te CAPL nō te anira'a ē fāri'i ānei terā tauihāa pau roa 'ia tauturu rā te feiā fa'a'apu, te feiā tāreta tā rātou, 'a tahi.

'Ia tauturuhia rātou, 'eiaha rā 'ia fa'a-'aufau-hia i ni'a i te 100 %, 'ia amo mai rā hō'ē tūha'a i ni'a iho i te hānere 'ia nehenehe 'ia tauturu i te feiā fa'a'apu. 'E te 'ohipa i ravehia i Tupua'i, 'ua 'ōpuahia te drague, te tracteur, te 'ārote, ravehia mai hō'ē mātini nō te tātarara'a i te mau carottes, 'ua ravehia mai te mau mauiha'a nō te rapa'aura'a (la transformation) tā tātou nei carottes.

'E i roto i teie matahiti, 'ua ani mātou i te tāvana ha'apono mai na : e hia rahira'a feiā fa'a'apu i fa'a'ohipahia i reira, e hia rahira'a hora i te 'ōmuara'a mai i teie matahiti. Teie te mau nūmera i noa'a mai, 'ua hau i te 1218 hora i fa'a'ohipahia i te fenua Tupua'i — drague. Nehenehe parau ē 188 mahana, 'ua hau i te hānere fenua i tāmāhia i te reira 'e 'ua fāna'o 205 ta'ata. Terā te feiā fa'a'apu fāna'ohia i te reira nō te ravera'a i te tāmāra'a i tā rātou nei fa'a'apu i roto i te mau 'ōpuara'a i ravehia.

Teienei, ho'i noa mai tātou i tā tātou taroti. 'Ua paraparau iho nei tātou 'īraua'e rā, tō mātou haerera'a i Tupua'i i te hepetoma i mahemo a'e nei ra, — 'ua ani vau i te fa'aterehau 'aita te fa'aterehau i tae mai nō te mea 'ua tere iho nei rāua e tō tātou Peretiteni, — haere mai nō te bilan, e hi'o : e aha te huru ? 'Ua manuia ānei tā tātou i 'ōpuara'a ?

Nō te mea 'ia mātou i haere i te matahiti i ma'iri a'e nei, 'ua paraparau mātou « tē vai nei tā tātou hotu, hina'aro tātou e ha'amara'a i tā tātou hotu, nehenehe ānei tātou te feiā fa'a'apu ? » Nā'ō mai te feiā fa'a'apu « 'ē, terā rā, il faut te mau mauiha'a, hōro'a mai terā mau drague, hōro'a mai te tracteur, hōro'a mai te huoro ! » Nō te mea te huoro mā'a, teie punu carottes nei 'āfa kiro (500 g) terā fāito 38 000 - 40 000 F CFP la boîte — huoro maita'i teie, de bonne qualité — 'e tē vai nei te tahi mau huoro, terā fāito 10 000 F CFP, 12 000 F CFP, 15 000 F CFP, te feiā nava'i e ho'o iho ā rātou i terā fāito moni rahi nō te mea, mea maita'i terā 'e te feiā ri'iri'i rā e ho'o iā rātou i ni'a i terā fāito i raro nō te mea 'ia au 'aita e pe'e 'ia rātou.

Te 'ohipa i ravehia mātou i teie matahiti i ma'iri a'e nei rā, 'ua ho'ohia mai te tā'āto'a o te mau huoro mā'a i terā fāito nūmera hō'ē. 'Ua 'ite 'outou e hia moni ? Pour 100 g, i'ō a'e i te mau fare toa ho'ohia 17 à 18 000 F CFP 'e te poro'ira'a mātou 5 080 F CFP. 'Ua tāta'itoru tōna ho'ora'a... Terā fāito nūmera hō'ē, 'eiaha terā nūmera piti, nūmera hō'ē, terā te fāito. 'E 'ua hōro'ahia terā, 'ua tanu.

Māuruuru i te feiā Tupua'i, māuruuru i te feiā fa'a'apu, ha'apōpou i te feiā fa'a'apu. Terā 300 tane i te matahiti mahemo, teie matahiti 620 tonnes. Premières fois depuis 10 ans. A tahi ra i roa'ahia 'ia Tupua'i terā fāito. Māuruuru i te feiā fa'a'apu, māuruuru te pu'era'a coopératives, māuruuru i te 'oire te ravera'a i teie nei 'ōpuara'a i tāpae i terā fa'anahora'a.

Fa'aro'oro'o 'outou 'ua tāfifi ri'i. Nā'ō mai « peretiteni, nō te aha te carottes 'aita i pau i te ho'o ? » 'eiaha nō te mea 'aita i pau i te ho'o, tē 'amu nei tātou 80 tane i te 'āva'e. Terā taroti i rāpae'au 110 tonnes par mois, production locale 80 - 85 tonnes par mois. 'Āva'e tētepa ra, 'ua mara'a roa 'ia tātou 265 tane, 265 tonnes ça fait trois fois plus, 'ia nūmerahia.

Teienei, tē vai nei tā tātou fa'aterera'a tā'u e hina'aro e ha'amāuruuru maita'i te fa'aterera'a o te fenua te ha'amaura'a mai terā pu'era'a fa'ato'eto'e, te ito mahana pau roa, ha'aputu. Terā rā, 'ia horohoroi tātou i terā pu'era'a taroti, tātara mai te feiā fa'a'apu i te repo, tāmā nā mua pau roa, haere atu ai i roto i te mātini. 'Ua oti ana'e i te horohoroi, tē vai rā hō'ē mātini fa'ato'eto'e, nāna pa'i e ti'i i te pape to'eto'e hydrocooling, nā terā mātini fa'ato'eto'e terā pu'era'a carottes, hou a tu'u atu ai i roto i te fa'ato'eto'e. 'Ia tu'u ana'e i roto i te fa'ato'eto'e, tītauhia terā pu'era'a 'āfata, tu'u 'ia rātou i roto, tāpūtē, fāito, 'āpapa mai. Te vāhi fifi, 'āpapara'a mai, mai te peu fa'ata'ahia mai 20 pūtē, 'eiaha 'ia e tu'u 50 pūtē, hutihia mai te papier film, terā tō tātou tāfifira'a.

E pe'ape'a roa vau, te taera'a mai mātou i teie nei hepetoma, 20 tane carotte, 'aita i nava'i i te ho'o. 'Eiaha nō te mea 'aita i ho'o, te haerera'a mai te mau pu'era'a fare toa, i tātarara'a mai, hau'a 'ino, hau'a vinaigre, 'aita i noa'a i te fa'ato'eto'e maita'i. 'Ia tu'u tātou i roto i te fa'ato'eto'e te carottes, nehenehe 'oe tāpe'a maha, pae 'āva'e, 'aita tōna hō'ē fifi a'e. Mai te peu rave maita'i tātou te reira, tīti'a maita'i te reira, fa'ato'eto'e, 'e terā te température mai te peu 5° 'eiaha 'ananahi 15°, ho'i mai - 2°, il faut 'ōna 5°. Tu peux conserver les carottes pendant quatre à cinq mois sans difficulté. 'E terā tō tātou fifi, c'est la conservation.

Teie po'ipo'i, 'ua tāniuniu au i tō tātou ti'a i roto i te fa'aterera'a o te fenua, te DAG, nā'ō atu vau « hey, haere mai na e hi'o, il faut tātou e ho'i fa'ahou i Tupua'i, fa'a'āfaro terā feiā fa'aineine, ha'api'i 'ia rātou » 'E tā'u i fa'aro'oro'o i teie po'ipo'i, te feiā horohoroi carottes, mai te peu nā terā SCA Hautea e horohoroi, haere mai te tahi, 'aita nā'u teie. E mea rahi roa te mau 'ohipa e fa'atī'i'aifaro. Ce sont les détails, il faut bien expliquer tout cela. Donc, terā te tahi fa'anahora'a.

Teienei, 'eiaha te carottes ana'e. 'Ia tae i te 'āva'e to'eto'e e tupu te brocolis, choux-fleurs, céleris, salades romaines. Terā ana'e 'o Tuha'a pae ana'e te nehenehe e tanu i terā mau mā'a nō te mea, mea to'eto'e. 'Aita e rāve'a Tuha'a pae iho ā rātou te fāna'o i te reira.

Nō reira, 'ua parau mātou i te feiā fa'a'apu i teie matahiti e haere mai nei, fa'anaho tātou i te reira, 'ia tanu terā mau pu'era'a mā'a. Nō te mea, tē ha'apono noa mai nei tātou nā rāpae'au 10 tane i te 'āva'e, 10 tonnes d'importation brocolis, choux-fleurs, céleris. On peut développer cela aux Australes et profiter

des trois à quatre mois de saison fraîche. *Terā nō ni'a iho i terā mau mā'a e nehenehe e tanu, 'eiaha i terā ana'e.*

Terā mātini tātou i tāvirī ana'e, 'ia oti ana'e te carottes 'e aha atu ai ? Tē vai rā te taro. 'Ua parau fa'ahou mai 'o peretiteni, Tupua'i i terā vāhi pīha'i iho i te SMA, 100 hectares, 100 tā. Hāpono atu rā mātou i te pelle-job i'ō. Nā'o atu ra vau : « tāpū i terā pu'era'a pa'i canniveau nā mua parce qu'il faut ha'amarō te fenua. 'Ia oti ana'e, rave mai e piti pelle-job na'ina'i terā fāito 1,5 tonne.

I teie mahana, 'eiaha e haere huri rima fa'ahou, 'ua oti terā tau. Parau 'oe 'ia taure'are'a mā « Haere i roto i te pa'i taro e pātia mai » 'aita e haere il faut pelle-job, il faut mécaniser aujourd'hui, huri. Nā te pelle-job, tu'u noa 'oe 2x12, nā'ō noa 'oe i te chauffeur, tāna walkman pau roa, 'ua oti te 'ohipa.

Ho'i mai vau i ni'a i terā mana'o nō ni'a iho i te mau rā'au iō 'outou. 'Ia 'ite 'outou tē 'aro nei tō'u 'oire 'o Taputapuātea, te 'imira'a i te rāve'a 'ia haere tātou e tanu nātura. C'est capital pour nous et Tubuai. 'Aita vau e parau i te feiā fa'a'apu 'eiaha e fa'a'ohipa fa'ahou i terā. 'Ua parau vau 'ia rātou, 'imi nā tātou i te tahi rāve'a nāhea e fa'aiti mai terā mau rā'au. I Tupua'i, 'ia tae ana'e i terā tau e tupu te pu'era'a remu... 'Ua 'ite 'outou i terā rā'au terā nitrate de phosphate terā engrais bleu, e haere noa 'outou e hi'o i tātahi, ha'amata ana'e e remu nā tātahi, nā terā ia engrais.

Et si 'aita tātou e rave i terā fa'annahora'a, 'ananahi, peretiteni, e mau roa terā remu. E mau 'ōna 'ananahi, mai te peu e tamau noa e tu'u i terā pa'i rā'au random, engrais, e aha ana'e atu ā, nō te mea 'ia tae i te 'ua, i hea 'ōna e mau ai ? I tātahi. E haere ana'e 'oe e hi'o nā tātahi, ha'amata ana'e 'oe e 'ite i terā pu'era'a pa'i remu, terā ia te tahi rā'au.

Hō'ē hiora'a : mātou i Faaroa i Taputapuātea, haere mai terā PROTEGE, 'a toru matahiti i teienei, haere mai hi'opo'a, terā haerera'a mātou hi'opo'a terā 'ōoa i Faaroa, e ono 'āva'e i muri mai, 'itehia mai rā — nō roto mai i te pu'era'a 'aivāna'a — 'ua 'itehia teie pu'era'a rā'au random, terā pa'i mau rā'au, 30 matahiti i muri mai, tei roto noa i te vari. Parce que i te mātāmua i Faaroa fa'a'apuhia nā te 'āfata fa'a'apu, te maïs, 'ua rau te huru, 'e terā tōna fi'fi 'ananahi. 'E tātou iho, tātou iho, 'ia 'amu i teie mau mā'a, 'aita tātou e pohe, e ma'ihia tātou, haere marū noa rā.

Nō reira, 'aita vau i 'ite nāhea e fa'a'ohipa i'ō i Tupua'i. E ani vau 'ia 'outou te mau mero i roto i teie nei tōmīte. Peretiteni, teie matahiti i mua, haere mai i tō'u 'oire i Taputapuātea. Haere mai 'outou i te tahi taime, nehenehe 'outou e haere mai e hi'opo'a pau roa, haere mai 'outou hi'o tā mātou i fa'a'ohipa nei. 'Aita vau i parau terā hō'ē hiora'a, te 'ohipa tā mātou e rave rā i te reira fa'annahora'a. 'Ua pau mai nei te fa'aterera'a o te fenua, tō tāua gouvernement, piti mahana, 'ua hitimahuta rātou. Nā'ō mai rātou : « tāvana, e aha tā 'oe 'ohipa i reira ? Haere mai... » 'E te 'ohipa e ravehia i reira teie.

Tē 'oa'oa nei au nō te mea tō tātou fa'aterera'a o te fenua, hō'ē ā fā. Nāhea tātou e pa'ia i tā tātou mau mā'a hotu o te fenua ? C'est très capital. Il faut faire la transformation. 'E terā te fa'annahora'a. Mana'o vau ē e feruri parce que hō'ē broyeur 50 millions. Pau roa terā pu'era'a falcata, taviri pau roa, taviri pau roa, hope te tanura'a carottes, fa'aho'i i te fenua, tāpē iāna pau roa, tae ana'e i te 'āva'e fēpuare, māti, ha'amata fa'ahou, 'ua maita'i. E tu'u 'oe i terā pu'era'a engrais, e iti rā i te reira taime. Teienei, tō tātou feiā fa'a'apu e pe'e ? Terā te uira'a. Tō tātou feiā fa'a'apu e pe'e i te reira fa'annahora'a ?

M^{me} Maite Hauata Ah-Min : Du coup, qu'avez-vous projeté pour les Tuha'a pae ? Je ne parle pas que de Tubuai. Je cite Tubuai parce que je viens de là mais c'est bien évidemment *te mau fenua ato'a, te mau ta'amotu ato'a* que j'inclus dedans puisque cela fait partie du programme : une agriculture écoresponsable. Quels sont justement vos projets pour Tubuai ? Puisque, pour l'instant, c'est vrai que c'est carotte et on ne voit que par carotte.

En plus, *'aita te Mā'ohi e 'amu noa te carottes.* On a doublé les objectifs et ils sont atteints et c'est très bien, mais *'ia hi'o ana'e vau teienei e hi'o fa'ahou iho ā, fa'atano fa'ahou paha te parau nō te fa'a'apu i ni'a i te fenua nō te mea e fā faufa'a roa tā'u e tāpe'a mai i'ō 'ia 'ore te fenua 'ia 'ino mai terā tā 'oe i parau 'āraua'e rā. 'Oa'oa maita'i vau i te fa'aro'o ana'e nō te mea tō 'oe fenua mea maita'i roa, te mea*

rā tā 'u e 'ite rā iō mātou rā, e fīfī 'ia tō 'ananahi. E fīfī pa'i tō mātou mau tamari'i, teie ia tā'u e ha'ape'ape'a ra. E mea rū pa'i terā fā.

Fa'aro'o ra vau terā parau nō terā mātini e fa'ahu'ahu'a rā'au nō te ha'amaitai i te fenua. E hia tō Tupua'i ? 'Aore nā ni'a i te ta'amotu, tē vai ānei te reira mau mauha'a i hōro'ahia nā ni'a i te ta'amotu ? Nō te mea 'ia hi'o ana'e atu vau, māramarama maita'i, terā hō'ē faufa'a, hō'ē fā maita'i roa 'ia roa'a iho ā i roto i te mau ta'amotu, i te hāmani iho ā tā rātou mau maita'i — nā'ō i te parau — 'e teienei mea tītauhia iho ā ia 'ia roa'a mai terā mauha'a. 'Eiaha pa'i tātou nā'ō e roa'a ānei 'ia rātou ānei te mito o te reira mau rāve'a ? 'Aita, hōro'a nā mua nō te mea terā te mea ha'afau'afā'a, 'ia roa'a 'ia rātou 'ia rave i ta rātou fa'a'apu nā roto i terā fa'a'apu nātura. Mai te peu 'aita tātou e hōro'a, 'aita iho ā 'ia e roa'a 'ia rātou. Terā noa te tahi mana'o nō'u nei.

Le président : Hina'aro noa rā vau e ha'amana'o 'ia tātou ē, terā rā'au, rā'au bio tā tātou e parau, mea tāhito terā rā'au. Mana'o ana'e vau, 20 matahiti paha i teienei, terā tau i fa'aterehau 'o Kalani mā. 'Ua ha'api'i-ato'a-hia nā Tuha'a Pae i te reira tau. Mau noa rā 'iā'u hō'ē rū'au nō Rurutu, o Punu pa'i te i'oa o terā rū'au, tāporo tāna, e 'anani, lychee, 'e aha ana'e atu, pohe rā ho'i te reira rū'au. Terā tāna rā'au i fa'a'ohipa i roto i tāna fa'a'apu. Mana'o ana'e vau, teie mahana, e rave ato'a paha te CAPL i terā tūha'a ha'api'i i tā tātou mau ta'ata fa'a'apu, ha'api'i i tā tātou mau ta'ata fa'a'apu.

'E te piti, 'ua tae ato'a tātou i te tau e hāmani hō'ē usine hāmanira'a engrais nā tātou i'ū nei, 'ia 'ore tātou 'ia poro'i fa'ahou i te engrais i rāpae. 'E oti, 'ua ha'amata terā pū i'ō a'e i Atimaono 'ua 'āvarihia a'enei hō'ē paha i teienei, e rohi i te hāmanira'a i tā tātou engrais iō tātou nei. Te reira ri'i pa'i te mea e tano tātou nā tātou e paraparau i'ū nei i te tahi fa'annahora'a tauturuhia mai iho ā ia te CAPL.

Ruben Teremate : Te tahi ato'a ha'amāuruuru ta'a'ē tō teie mau pu'era'a u'i 'āpī i te amora'a mai i teie mau ti'ara'a, māuruuru 'e fa'aitoito, fa'aitoito nō tā tātou Fenua.

'E tā'u mana'o mātāmua, 'ua pāhonohia mai 'oe te parau ia nō te tauturura'a teie mau case e ravehia te mairie. Tē ta'a ia atu ra teienei.

Te pitira'a o tō'u mana'o, nō ni'a pa'i teie 'e 7 ta'ata tā 'outou e tihepu mai, teie mau pu'era'a ingénieurs, te mau assistants chargés, secrétaires, te reira mau mea. I te matahiti hō'ē e tae roa atu i terā fāito hau atu i te 30 mirioni te tāpura ha'amāu'ara'a nō teie 'e 7 ta'ata. 'Ua faufā'ahia ānei tātou mai te peu e fa'aa'u tātou i te matahiti i ma'iri, e 'āpī ānei tātou nā roto i te tihepura'a mai teie mau taea'e ? Te piti ia o tā'u uira'a.

Te toru, 'aita ānei e nehenehe te piha fa'a'apu e fārerei i teie mau ti'a o te 'āpo'ora'a 'oire nō Punaauia ? Parce que mea here noa nā'u terā fa'a — e ta'ata nō Punaauia vau —, 'e 'aita e rāve'a, e hotu pa'i, e rave pa'i 'āmui i te 'ohipa. Te parau tā'u i parau te mau tāvana mai te tau o Vii mā, Rony mā, haere roa mai i i'a ia Simplicio, 'ua paraparau vau ia rātou, e rave 'āmui pa'i i te 'ohipa. E'ita e mara'a noa ia 'outou teie 'ohipa, au lieu tē hotu ma rai, 'aita tē hotu 'ore noa atu ra. E parau mau tā'u e parau atu ra, tē 'ere noa mātou i te 'ānani. E 'imi pa'i i te rāve'a e fārerei 'e e paraparau.

Terā noa te mana'o.

M. Thomas Moutame : Je réponds à une partie, après Mike va compléter.

Fārerei iho ā mātou terā tā'atira'a te feiā tanu 'ānani, paraparau mātou. No'u terā mana'o, te hape i ravehia, te ravera'a i tā tātou 'ānani nō raro e 'āfa'i i ni'a nō te tanu. Terā tō tātou hape. 'Aita vau 'ite nā vai rave i te reira. 'Āhani i rave noa terā 'ānani i ni'a nō te mea teie tā tātou i raro nei, parau mau e hi'opo'a e hi'o i terā, tia'i i terā tau 'erā te ma'i e haere fa'ahou ra. Mātou i Raromata'i nei, pauroa, 'ua oti, 'ua tao'a-pau-roa-hia i teie ma'i, terā pa'i e pē 'ōna. 'Āhani i ravehia terā i ni'a — 'aita vau e parau e ma'ihia, 90 % pāuru maita'i.

Teienei, paraparau mātou 'e 'ua ani mai rātou 'ia tauturuhia te reira. E hōro'a mātou i te hō'ē broyeur 'e te Pel Job na'ina'i, tā rātou fā e hina'aro ra e hōpoiha pa'i i ni'a, ha'amaita'i fa'ahou. 'Ua parau vau i terā feiā tā'atira'a tano maita'i, te 'āpo'ora'a rahi te reira, fa'aoti 'outou te reira, fa'anaho te reira. Terā 'ānani, e 'ere 'ona nō rāpae'au mai, e tanu fa'ahou iāna, ha'amau i te hō'ē pépinière i ni'a. 'Eiaha teie 'ānani nō raro hōpoi te reira, e hōpoi atu tātou i te ma'i nō te mea vāhi to'eto'e maita'i terā. 'E terā mau mauha'a e tu'uhia te broyeur, 'eiaha pa'i e tu'u mai te engrais, tāpū terā mau tumu rā'au na'ina'i, tāvirī, tu'u atu te pehu, te tumu rā'au, pauoa. Teie pelle Pel Job, nā na e fa'anaho nō te tāmā, nō te ha'amaita'i terā... I'ō terā vāhi e hotu ai. Parce que 'ua 'ite vau te tane 'ānani teienei, tē topa noa atura, topa rahi 'e tae hō'ē taime, e 'ere roa tātou 'ananahi. Nō reira il faut e fa'anaho i te tahi fa'anaho, i te tahi tā'atira'a, i te tahi feiā haere i ni'a nō te tanura'a i te reira taime, nō te tūra'i-fa'ahou-ra'a i te parau nō te 'ānani e hotu mai 'ōna i te reira taime.

M. Ruben Teremate : *Hou i te matahiti 90 — terā mea, e peu tumu nā mātou terā mai tō mātou tamari'i ra, terā tā mātou 'ohipa, tomo 'ānani —, 'aita e nehenehe e parau, rahi te 'ānani, nehenehe mātou e tomo e 4, e 5, e 6 'āva'e ; e au ē 'aita e 'aueue 'e 'aita e ha'utihia, mea 'ī te 'ānani ! Ha'amata ra mai teie TEP, teie mau pou mōrī (antennes), tō'u mana'o terā, i reira i te ha'amata'a i te 'ino terā mea, teie pa'i mau pu'era'a niuniu 15 000 volts. Tē parau ra te mau pu'era'a 'aivāna'a e ātea 'oe e 100 'aore rā e 200 i te ātea terā niuniu, e 'ino pauoa terā mau vāhi. Tē vai ra terā mau fa'annahora'a.*

Et 'ia haere ana'e teie tā'atira'a vāere, e vāere ato'a pa'i rātou te mau tumu maita'i, mai te pēti, pauoa, nā rātou e pāroru, tāpe'a i te haumi nō te tumu 'ānani. Vāere rātou i terā mau tumu maita'i, vaiiho mai rātou terā Miconia. Te reira pa'i tē haere atu e vāere. Te tumu café, e vāere-ato'a-hia.

Terā te tahi mana'o.

Le président : *Tō tātou fenua i te mātāmua, Punaauia ato'a, te 'ānani, e 'ere tō uta, te tātahi te 'ānani, terā 'ānani mā'ohi. Nā tātahi te 'ānani, e fenua 'ānani teie, 'e pau roa te motu, Raivavae te mātāmua, pu'e te 'ānani. Teie mahana, 'aita e 'ānani fa'ahou. Nā te Henua Enana, tē vai terā 'ānani 'ōvirī nā ni'a i te mou'a i te mātāmua, 'aita fa'ahou. Mana'o ana'e vau, e reva ato'a te 'ino, 'ua ta'ero te reva 'e te reira ato'a te tahi ma'i i pohepohe ai i te mau 'ānani nā te mau motu ato'a.*

Te vāhi fīfī rā, tāvana peretiteni, tē vai ra te tahi ta'ata fa'a'apu e mana'o ra e nō Nu'uhiva 'ōna, nō i'ū nei terā ta'ata, poro'i 'ōna 'aita vau 'ite 10 000 ohi 'ānani i te Fenua Marite, fātata te hotu i teienei i Taiohae i Nuku Hiva. Teienei, 'aita ana'e e 'ānani tō i'ū nei, e poro'i tātou nā rāpae mai. 'Aita ānei e ma'i 'āpī ato'a terā e 'āfa'ihia mai ra ?

M. Marc Fabresse : Je voulais préciser quelques interrogations qui avaient été citées par nos élus sur le rôle de l'ingénieur d'agro transformation. Pourquoi on en a besoin ? Leur rôle consiste plutôt à manager des équipes, et surtout à monter des projets. Aujourd'hui, quand on monte un projet par exemple pour demander une subvention, que l'on travaille avec l'État, avec une autre chambre agricole ou avec la DAG, il faut des compétences techniques, juridiques, administratives, etc., que généralement les cadres avec un Bac+4 et 5 ont plus d'appétences à cette polyvalence. On se rend compte que les jeunes qui sortent des lycées agricoles de Moorea aujourd'hui vont avoir quelques compétences techniques et n'ont pas poussé la compétence technique au-delà. Par exemple, on m'a dit il faut avoir une ingénierie de formation — c'est ce que l'on dit —, c'est parce qu'il faut un certain niveau technique.

Comme dirait mon président Thomas Moutame, il est interdit de prendre quelqu'un qui plante sur l'ordinateur. On cherche des profils qui ont déjà l'expérience agricole, qui ont planté dans les champs ou qui ont déjà une expérience de stage. Mais il est vrai que le niveau ingénieur, aujourd'hui, on en a besoin. On a eu à recruter grâce à un projet en partenariat avec l'ADEME une deuxième ingénieure pour travailler sur les problèmes des déchets. Elle travaille sur tout ce qui est valorisation de nos propres intrants locaux au lieu d'utiliser des engrais chimiques à base d'azote nitrique qui polluent nos sols tels que l'engrais de poisson, le compost, etc... tout grâce au projet que l'on a monté et l'ADEME nous finance le poste d'ingénieure spécialisée pendant trois ans.

Pour l'ingénieur d'agro-transformation, sa mission est très vaste évidemment. Président Moutame vous a présenté l'unité d'agro-transformation de Tubuai, elle est spécialisée en carottes principalement, mais elle peut faire plein d'autres activités telles que faire des gâteaux avec des produits comme la patate douce, des chips, des produits surgelés, brocolis, chou-fleur et *taro*. L'idée c'est d'utiliser cette unité pour transformer l'ensemble des produits de Tubuai et d'en faire un peu une unité d'agro-transformation pilote.

Aujourd'hui, il y a des unités qui ont été installées — je ne sais pas si vous avez vu à Mataiea —, elles sont vides et sans machine. Notre idée était d'amener l'ensemble des équipements adaptés pour Tubuai, la faire gérer par des agriculteurs avec la formation d'un ingénieur d'agro-transformation et à défaut par quelqu'un de la Direction de l'agriculture qui va nous accompagner pour apprendre l'ensemble des *process* de transformation et pour tous les agriculteurs qui ont des produits qu'ils ont du mal à commercialiser le transforment. La stratégie de planter plus et mieux c'est bien, et de vendre, on peut les aider. Mais il faut savoir transformer pour conserver au mieux parce qu'on sait le problème des bateaux, etc.

Aujourd'hui, la mission de l'ingénieur d'agro-transformation, c'est finalement de nous accompagner dans cette transformation agricole, d'arriver à nous aider à mettre en place des unités et d'aller dans les îles comme écrit dans la fiche de poste. Il doit aller dans différentes îles et aider les agriculteurs à développer eux-mêmes des sous-produits. On pense, par exemple, à la pastèque qui est en surproduction. Aujourd'hui on ne fait pas de glace et on ne fait pas de jus. Il faut aller voir les agriculteurs et leur amener des outils simples pour valoriser les productions et les apprendre à les transformer.

On a sorti un livre qui s'appelle le « Manuel du manger local » qui est en cours d'être traduit en *reo*, avec des modèles de transformation que l'on a travaillés avec les services dont l'idée est vraiment de mettre en pratique avec les agriculteurs pour transformer les produits. Manger tous les jours des *pota*, ce n'est pas possible ! Si tu le transforme correctement, tu peux en manger tous les jours sans t'en rendre compte et c'est cette démarche-là.

On a besoin de quelqu'un de compétent pour développer l'agro transformation au *fenua* et on a réfléchi avec président, il est possible que l'année prochaine on transforme ce poste de catégorie A en catégorie B, que l'on le forme avec des spécialistes, puisque finalement ce sera plus facile à trouver un catégorie B local, et après qu'il puisse être fonctionnel au bout de cinq, six mois.

Voilà la situation.

Le président : *Hau vau e fa'aho'i atu ai te paraparaura'a ia Marielle, fa'aea ana'e tātou i ni'a i te parau nō te feiā rave 'ohipa a te CAPL 'e tā te DAG. 'Ātiti a'e tō tātou fenua, 'aita e rava'i te feiā rave 'ohipa. I Huahine, hō'ē noa rave 'ohipa tā te CAPL. E hia rahira'a motu 'aita te CAPL ! Te aura'a tītauhia iho ā tātou e tihepu i te rave 'ohipa nō i'ō. Hō'ē noa hi'ora'a : tē ta'a ra i 'outou terā uru ha'ari i tai noa a'e i Atimaono, terā pa'i Atimaono, terā uru ha'ari ?... Tē vai ra te ta'ata e ha'apa'o ra terā uru ha'ari 'aufauhia 'ōna 50 000 hō'ē tumu ha'ari i te ha'apa'ora'a i terā tumu ha'ari. A'enei terā tumu ha'ari e horo ai... Era ia te feiā fa'a'apu e fifi noa 'erā, 'erā te tumu ha'ari e ha'apa'ohia 'erā. Tē vai ra te tahi mau pu'era'a honu 'aufauhia te ta'ata ha'apa'o I mirioni i te 'āva'e nō te ha'apa'o ra i te honu. Nō reira 'āhani i roto i teie paraparaura'a tā tātou, fa'anava'i tātou i te faufa'a, te moni nō te tihepu i te rave 'ohipa nō terā. 'E fa'a'iti te tauturu tracteur, fa'arahi te tauturu rave 'ohipa. 'Aita te tracteurs e 'amu i te faraoa, te ta'ata e 'amu i te faraoa.*

M^{me} Marielle Kohumoetini : Ma question concerne le projet de rapport, à la page 6, sur le tableau de l'évolution des dépenses de fonctionnement selon leur objet, à la ligne des charges exceptionnelles, pouvez-vous nous expliquer la variation entre 2021-2022 un chiffre à hauteur de 190 227 % en plus ? Puisqu'en dépenses 2019 : 0 ; en dépenses 2020 : 0 ; en dépenses 2021 : 26 425 et en dépenses 2022 (dont les charges exceptionnelles) : 50 millions. Nous avons un bond de 26 000 à 50 millions. Soit une augmentation à hauteur de 190 227 %. Dans votre rapport, je ne vois pas d'explications claires. En tant

que rapporteur, j'ai envie de comprendre, s'il vous plaît Messieurs. Ces charges exceptionnelles qui étaient en 2019 à zéro passent en 2022 à plus de 50 millions correspondent à quoi ?

Ensuite, par rapport à ma présentation synthétique, on constate quand même un résultat plus que déficitaire et on voit une évolution du fonds de roulement de la CAPL. Pouvez-vous nous apporter des explications claires sur ces reports d'exécution entre 2000 à 2022 ?

M. Marc Fabresse : Je vais répondre à la première question déjà. Effectivement, vous n'êtes pas la seule à vous être posée la question, je vous rassure. Par le passé, il y a eu une erreur d'écriture qui a été régularisée en 2022. C'est l'information que j'ai eue.

M^{me} Marielle Kohumoetini : Monsieur le président avait parlé au tout début de fonds de roulement, d'affectation de résultats, d'évolution du fonds de roulement de la CAPL. Pouvez-vous nous apporter plus de précisions ?

M. Marc Fabresse : Par rapport au fonds de roulement, comme je l'expliquais quand j'ai pris la parole pour la première fois à cette commission, par le passé, on n'utilisait pas suffisamment nos crédits. On avait une enveloppe budgétaire qui nous était allouée, en fonctionnement ou en investissement. En fonctionnement, on n'utilisait pas la totalité, on cumulait un montant annuel parce qu'on avait un bonus du fait que l'on dépensait moins que ce que l'on gagnait et on le gardait dans notre fonds de roulement parce qu'on ne le rend pas au Pays. Comme vous pouvez l'observer en 2017, 2018, 2019 et 2020 celui-ci n'a fait qu'augmenter et en sachant également que durant l'année du Covid on ne nous a pas donné de rallonge. On nous en a même enlevé des crédits parce qu'ils voyaient que notre fonds de roulement était trop important.

Ce qui s'est passé c'est qu'il y a eu la nomination d'un nouveau président qui a voulu apporter une nouvelle impulsion à la Chambre et le discours du ministère a été de dire « *Vous n'arrivez pas à dépenser vos crédits, on ne va pas augmenter le budget, dépensez déjà ce que vous avez. Épuisez ce fameux fonds de roulement de 311 millions. Je ne vais pas vous donner l'enveloppe que vous demandez !* ». Et donc, il a été imposé à la Chambre d'utiliser ces fonds de roulement, d'augmenter sa capacité de réalisation pour montrer qu'on était capable totalement de réaliser 350 millions de dépenses en fonctionnement et c'est ce qu'on a pu faire.

Aujourd'hui, on a répondu à la demande gouvernementale qui était de montrer que l'on était capable d'augmenter notre activité avec un personnel très limité. Il faut dire quand même qu'à l'époque, on était 25 personnes et on est arrivé à dépenser de manière cohérente. Pour les agriculteurs, un tel montant c'était un peu l'objectif que l'on nous avait donné. On a montré que l'on était capable.

À l'heure actuelle avec un fonds de roulement qui commence à être réduit, les précautions sont de mises. On travaille sur le budget 2024 à équilibrer nos dépenses et nos recettes pour pouvoir avoir un système durable de fonctionnement. On ne peut plus avoir une suractivité comme on avait puisqu'on n'a plus le fonds de roulement que l'on avait avant.

Cette explication vous convient-elle ?

M^{me} Yseult Butcher-Ferry : Pouvez-vous expliquer la charge exceptionnelle ? En quoi consiste-t-elle ?

Ensuite, concernant les engrais, je reviens sur Tubuai. Je sais que ce n'est pas vraiment de votre compétence. Y a-t-il des examens pour l'eau ? Parce que cet engrais descend aussi dans la nappe phréatique. Je sais qu'à Tubuai, ils utilisent beaucoup la nappe phréatique. L'eau n'est-elle pas empoisonnée ? C'est bien de faire du gros *fa'a'apu*, mais le sol va salir et l'eau aussi.

Après, s'agissant de la DAG et de la CAPL, pour ceux qui sont dans le *fa'a'apu*, ils sont obligés de venir faire leur carte CAPL chez vous et pour les demandes de *tauturu* il faut aller de l'autre côté, c'est bien cela ?... Le mieux serait qu'il y ait une entité unique pour simplifier.

Président, *hi'o mai 'oe tō te Tuamotu, tā mātou hakari.*

M. Marc Fabresse : Je vais répondre aux trois questions. J'ai l'information par rapport à la subvention d'investissement pour la rénovation de notre bâtiment à Afaahiti. On nous a versé deux fois la subvention de 50 millions en 2021 et on a remboursé la subvention qu'on nous avait donné deux fois. On ne s'est pas offert des cadeaux internes.

Ensuite, s'agissant de la DAG et la CAPL, on a l'autorisation de monter des dossiers d'aides et c'est ce que l'on fait souvent pour les îles éloignées quand, par exemple, ils ont du mal. On connaît très bien comment marche l'administration, tu appelles pour une information, on t'envoie d'un contact à un autre. À la Chambre d'agriculture, notre rôle, quand l'agriculteur appelle, on essaye de l'amener au bout des choses. S'il a un problème sur le foncier, on appelle nous-mêmes la DAG pour trouver une solution. On n'est pas nombreux, mais on essaye d'éviter au maximum de balader l'agriculteur. Pour les aides, il nous arrive aussi de monter des dossiers pour les agriculteurs. On en a fait beaucoup. Mais après, une fois monté le dossier d'aides, il part à la Direction de l'agriculture pour instruction. On ne peut pas instruire le dossier, aujourd'hui.

Concernant la nappe phréatique, je vais juste faire un petit cours de chimie pour expliquer le fonctionnement. Aujourd'hui, il y a plusieurs types d'azote que l'on peut utiliser dans les champs. Il y a l'azote nitrique qui n'est d'ailleurs pas très conseillé en Europe, même interdit et, aujourd'hui, qui est encore utilisé. On le retrouve dans certains engrais, les *Nitrophoska NPK* bleus et sa particularité, il se lessive dans le sol. C'est-à-dire que, dès qu'il y a la moindre pluie, l'azote coule alors que les autres matières comme le phosphore et la potasse peuvent se stabiliser dans le sol. L'azote uréique ou l'azote organique qui est issu des déchets de poissons, ils ont une capacité d'être retenu dans le sol de manière plus importante. On va dire aux agriculteurs « *n'utilisez plus cet azote mauvais, utilisez d'autres qui sont naturels ou de l'azote ammoniacque et uréique qui vont moins se lessiver et moins aller dans les nappes phréatiques.* »

Aujourd'hui, on ne réalise pas d'analyse de sol et d'eau pour voir les pollutions. C'est plutôt la DIREN puisqu'il y a des campagnes qui ont été faites. Par contre, cette année, on a mis en place et on a acheté ce qu'on appelle des photomètres, des petites machines pour analyser les sols. Pour cela, on a formé nos agents avec l'ingénieur aussi en charge des déchets et de la valorisation pour aider les agriculteurs à analyser leur sol afin qu'ils utilisent non plus de l'engrais pas du tout adapté au sol et surchargé en azote mais de l'engrais beaucoup plus adapté peut-être moins chers d'ailleurs et beaucoup plus naturels. On prend à la source, on va aider les agriculteurs en prenant des exemples en faisant les analyses de sols et en leur conseillant sur les engrais adaptés.

C'est ce que l'on a fait pour les carottes. On a envoyé Nelson Van Cam, un agriculteur de Taravao et on a fait une préconisation. On a testé une fertilisation lourde et moyenne. Sur les carottes, ça ne sert à rien de sur-fertiliser, on a les mêmes résultats. Vous payez plus cher pour mettre plus d'engrais et, finalement, vous n'avez pas plus de carottes. C'est de la pédagogie parce que c'est des années de mauvaises pratiques, il faut remettre à jour. Vous avez beau donné des techniques, cela ne marche pas. Il faut planter avec eux et leur montrer sur le terrain et c'est comme ça que les gens nous font confiance.

M. Pierre Terou : *Māuruuru maita'i teie paraparaura'a tā tātou. Ta'ata fa'a'apu ato'a teie, fa'a'amu 'ānimara. Tei ni'a iho noa vau i terā mana'o ē, terā pa'i rahira'a miriā e anihia rā i rāpae nō terā mau mā'a e parauhia rā, 'ia fa'aitoito iho ā pa'i tātou terā fa'ahora'a fa'ahotu i tō tātou fenua, 'ia iti tā tātou mau anira'a i te mau mā'a i rāpae. Tei 'ō vau. Fa'a'ite mai rā 'outou te mau fa'ahora'a mai terā, mai terā, te fenua e hi'o ato'a ē mea maita'i ānei, e 'ere, e mea ha'amaitai. Teieinei, teie mau mea, tei roto 'ia 'outou, 'outou te feiā i roto iho ā ia te mau tōro'a tā mātou e ti'aturi ra. Te ferurira'a, 'ia ora iho ā pa'i tātou i tō tātou orara'a nātura i'ō nei i Pōrīnetia nei. Terā ia te mana'o mātāmua. Fa'aitoito tātou, 'eiaha 'outou ana'e, mātou ato'a, tātou.*

Te piti o te mana'o, tei ni'a iho i terā parau, terā pa'i mau rā'au taero rā te fenua pau roa, 'aita ā i ha'amata i te fa'a'ore'ore ? Mai te Gramoxone, te reira mau mea, haere marū noa pa'i. Te reira paha ia te tahi mea ha'amaitai i te fenua, enā a'e tē tae noa mai rā teie pu'era'a, pāmu fa'ahou nā ni'a iho noa. 'Eiaha mana'o terā, tei reira ato'a te mana'o. Nō reira, fa'aitoito, fa'aitoito ana'e ! 'Ia maitai ana'e te fenua, 'eiaha e pāmu fa'ahou mai terā mau rā'au nā ni'a iho, 'e aha atu, 'e aha atu, 'aita iho ā ia e vāhi 'āpi. Mau mana'o terā, nā tātou te reira e hi'o.

M^{me} Maite Hauata Ah-Min : *Ho'i mai au i ni'a i terā mana'o hope'a tō Terou, i ni'a ia i te parau nō te rā'au. 'Aita ānei e rāve'a tā tātou ? Tē 'ite rā tātou, 'ia haere tātou i ni'a iho hō'ē fa'a'apu 'eiaha 'ia tū'ino tō tātou fenua. Teienei, 'aita ānei e rāve'a tā tātou nō te fa'a'ore terā mau rā'au fa'a'ohipahia ra i roto i te fa'a'apu ? Tē 'ite noa rā tātou 'aita i te mea maita'i nō te fenua, nō te pape, e'ita i te mea maita'i nō te 'ananahi o tā tātou mau tamari'i. Terā ia hō'ē uira'a.*

Teienei, ho'i fa'ahou mai vau i ni'a i terā parau nō te mauia'a e hōro'ahia ra i te mau 'oire. E ho'i fa'ahou mai rā vau, 'aita e tano ! Fa'aho'i mai i roto i te mau ta'ata fa'a'apu, nā rātou iho ā pa'i e tī'ā'au i te reira mau rāve'a ! Nō te mea, tē vai rā terā mau rāve'a, hōro'ahia nā iō mātou rā, nā rātou e tī'ā'au, 'aita e fifi ra. Tāpe'ahia, afa'ihia atu i roto i te 'oire. Terā te piti.

Teienei, ho'i mai vau i ni'a i terā mau formation, c'est très bien. Et justement, j'entendais qu'il y a des fiches qui sont déjà prêtes et tout, c'est très bien, mais seulement tō tātou mau ta'ata fa'a'apu, ils ne vont pas aller lire ! Ils n'ont pas besoin de ça ! Hina'aro rātou te ta'ata 'ia haere i pīha'i iho 'ia rātou, tauturu ai, tauturu 'ia rātou i te ha'api'ira'a 'e te arata'ira'a. 'Ua 'ite tātou. Il faut les accompagner. Le nūna'a mā'ohi a besoin d'être accompagné et d'autant plus dans les îles.

À Tubuai, par exemple, il y avait un jeune qui avait demandé à avoir un ICRA pour du fa'a'apu. Cela n'a pas été accepté. Pour ma part, on ne peut pas en rester là parce que c'est un jeune de l'île qui veut aller dans les fa'a'apu sur un terrain. Il a besoin d'être accompagné pour qu'il puisse réaliser son projet. On ne peut pas d'emblée comme ça « 'aita tā 'oe, 'ua fa'aea 'oe i'o ». 'Aita ! Tā tātou fā, te arata'ira'a tā tātou mau tamari'i 'ia haere, 'ia manuia tā rātou mau 'ōpuara'a. D'autant plus que chez nous c'est très compliqué, les porteurs de projets ont vraiment besoin d'être accompagnés et d'un soutien humain.

Ensuite, vous parliez du mātete fenua, c'est très bien. Il s'agit de projets super bien pour valoriser les productions au niveau de l'agriculture du secteur primaire. À Tubuai, je vous dis, ce qui me désole, c'est de constater que ceux qui exposent ces produits transformés, e'ita te nūna'a !... E'ita pa'i terā feiā 'āpī tē fa'a'ite mai ra, tē haere mai ra e fa'a'ite'ite tā rātou mau mā'a. E aha tā'u e 'ite ra, 'o vai terā e haere ra e fa'a'ite'ite ? CAPL. 'E tō'u mana'o i'ō, te ti'ara'a o te CAPL, te tauturura'a i te nūna'a, i te 'āfa'ira'a i terā mau 'ite i roto i terā feiā 'ia roa'a ia rātou i te fa'ahotu mai i tā rātou mau 'ōpuara'a nā roto mai te reira mau ha'amata'ira'a. Te reira o tā'u e hina'aro e 'ite, e 'ite vau te reira, e 'oa'oa vau. E'ita rā terā o tā'u e 'ite ra, tā'u ia e ha'ape'ape'a ra.

Le président : *E ha'amana'o noa ra vau i terā commission hōpe'a nei tā tātou, e ha'amana'o noa vau, vāhi 'ē roa te parau i roto i te papier, vāhi 'ē roa tā tātou paraparau. 'E te taera'a tātou i te plénière, i reira tātou i te nanera'a, e'ita tātou e mā'iti i tā tātou iho texte. Tē mau ra i 'outou terā registre des agriculteurs ? 'Āfa'irahia mai i te commission, mea 'ē roa te texte, mea 'ē roa, i reira haere terā paraparaura'a drague ; 'e teie mahana tē paraparau-fa'ahou-ra tātou, e tāpura moni tā tātou e ha'amana, e 'ere ?*

Peretiteni, pāhono i terā mana'o.

M. Marc Fabresse : Je vais commencer avec l'agent que tu cites à Tubuai. Je suis son responsable. J'ai appris ça à Tubuai, et j'ai même vu que cela avait été posté sur Facebook. Elle a été convoquée pour lui expliquer le côté anormal. Pour te dire je n'accepte pas cela non plus et mon président aussi. Comment se fait-il que c'est notre propre agent qui présente des produits ? Pourquoi n'avoir pas pris des jeunes, les former, etc. ? Elle a un savoir-faire qu'elle ne partage pas alors que ce n'est pas l'idée de la Chambre de l'agriculture. À Tubuai, mon président et moi avons profité d'avoir une convocation avec elle. Celle-

ci a exprimé clairement à l'issue de cette convocation, vouloir partir dans le droit privé et puis peut-être changer de carrière.

Ensuite, par rapport aux pesticides, depuis quelques années, la Chambre de l'agriculture a pris un vrai virage. C'est-à-dire qu'avant, on allait protéger absolument tous les pesticides pour les agriculteurs. Ce n'est plus du tout sa position aujourd'hui. On est vraiment pour les alternatives naturelles. Aujourd'hui, il y a des solutions dans beaucoup de cultures, à part deux ou trois problèmes que je peux citer : c'est le désherbage de carottes. En bio, c'est quasiment impossible, j'ai fait de la carotte bio, c'est impossible en désherbage, c'est très compliqué. Et le *Plutella* du chou et de *pota* qui est très compliqué à lutter hors pesticides chimiques.

Je veux juste signaler une chose, si demain on interdit les pesticides sur le territoire — ce qui serait une très belle chose, pour nous consommateurs —, il faudra interdire tous les produits importés qui ont été produits avec ces pesticides. Si demain, par exemple, on interdit le glyphosate, on n'a plus aucune céréale et plus aucun produit : les pommes, etc. Il faut avoir conscience de se dire est-ce qu'on y va, et ne pas mettre les agriculteurs face à un *deal* en disant : « on vous enlève tous vos outils de travail — les pesticides qui sont des outils de travail qui valent cher utilisés pour nous aider pour éviter de désherber à la main — et vous allez être concurrencés par de la production importée qui elle a droit à ces outils de travail. » Donc, si on reste cohérent, on dit que l'on arrête en Polynésie et on arrête tous les produits importés qui utilisent ces produits-là.

Après, il y en a c'est bio, mais les prix de fruits et légumes importés vont augmenter. Je ne dis pas que ce n'est pas une bonne chose, mais il faut avoir un simple discours en se disant soit on fait un *fenua* propre pour tout le monde, ce qui implique que ce qui est importé soit propre aussi. Et croyez-moi, les *lobbying* ne seront pas prêts. Mais en tout cas c'est une très bonne idée, et vous aurez le soutien de la Chambre.

Depuis plusieurs années, on explique aux agriculteurs qu'il va falloir aller vers cette transition agro écologique et on le porte dans tous nos messages et sur le terrain aussi. On ne fait quasiment plus aucune fiche technique avec des pesticides, c'est très rare. On essaye vraiment d'aller vers cette démarche-là même si on sait qu'il y a encore des besoins. Donc, on vous rassure, la Chambre de l'agriculture soutient cette démarche de transition d'agro écologique.

M. Thomas Moutame : Effectivement, ce n'est pas un sujet d'aujourd'hui, on en discute depuis plusieurs années. On est en plein dans l'agriculture et c'est un peu notre cheval de bataille, comment — je ne dis pas supprimer — diminuer ? Il faut un débat avec tous les acteurs (les professionnels, les élus, les *tāvana*) parce que si on prend une décision, quelles sont les conséquences demain ? Si l'on supprime, il y a d'autres produits qui vont être supprimés. Je prends un exemple : les produits ménagers et d'entretien qui sont pires que les produits insecticides !

C'est la raison pour laquelle je disais qu'il faut se mettre autour d'une table et discuter tout produit confondu. Maintenant, quelles sont les conséquences ? Va-t-on y aller ? Le politique prendra les décisions. Si demain on arrête, pour les *ta'ata fa'a'apu* tous les produits pesticides, quelles seront les conséquences de demain pour nous ? Je parle seulement Tahiti. *'Aita e mā'a*, les agriculteurs vont abandonner... Quand tu pulvérises avec un désherbant chimique et quand tu fais payer quelqu'un pour nettoyer, ce n'est pas pareil, la pulvérisation c'est en une journée ; mais quand tu fais le *'ūtaru*, c'est un mois. Donc, il faut voir lequel il faut maintenir.

Le message que l'on apporte aux agriculteurs c'est comment diminuer les produits pesticides. Tu ne peux pas supprimer sans remplacer. Et c'est ce qu'on est en train de faire : par exemple pour les engrais, on fait la formation engrais de poisson. Avec un fût de 200 litres, tu en as pour toute l'année pour fertiliser et planter les arbres fruitiers et légumes et en plus, *mea māmā*. C'est bien pour la santé et c'est écologique.

Puis, je reviens sur Tubuai, s'agissant des 100 hectares, je vous demande de les protéger parce que c'est un terrain que l'on n'a jamais utilisé en produits pesticides. Donc, *tanu nātura*. Ainsi, demain, il y aura ce *taro* bio de Tubuai, donc *pāruru iāna*. Maintenant, ne pas utiliser le gramoxone pour désherber, aller couper le *nī'au*, faire du paillage avec les feuilles de bananier ou sinon il y a le paillage plastique, les tapis de sol. Maintenant réfléchissons, peut-on supprimer les impôts là-dessus pour que les agriculteurs puissent aller en acheter pour faire le paillage. Il y a tout un ensemble sur la politique agricole qu'il faut mettre en place. *Fa'a'ohipa te tūtae pua'a, te tūtae nō te i'a*. C'est le meilleur comme engrais parce que c'est un engrais naturel.

Concernant les engins, pourquoi ne pas les attribuer aux agriculteurs ? On n'est pas contre mais qu'ils respectent les conditions. Je veux que la personne soit déclarée. Je connais le fonctionnement des agriculteurs et des associations, *fa'ahoro noa atu 'oe te reira !* Et si jamais, il y a un accident, qui est responsable de ces engins-là et qui va se retrouver là à côté ? Donc, il faut assurer la personne, déclarer à la CPS, assurer l'engin, faire un tableau d'amortissement et faire payer l'agriculteur à un tarif raisonnable. Maintenant, *e pe'e ānei ?* Si l'agriculteur peut faire cela, pourquoi pas l'association ? Donc, qu'ils fassent leur demande et tout ça, pour faire bénéficier les communes. Parce que tous ces engins-là, il faut louer.

Par exemple je prends une drague, il faut un camion, une remorque, une citerne, acheter une Toyota... Il y a toutes ces charges-là et c'est comme ça que les associations ont fait marche arrière parce que c'est lourd. Les communes ont un budget et il y a un *tāvana* — je parle en connaissance de cause —, tu mets le camion, la remorque, tu payes parce que c'est la commune. Si l'association peut grouper, pourquoi pas ? Mais qu'il reste dans la convention à mettre en place.

Aux Australes, il y a plein de choses que l'on peut faire. À Rimatara, par exemple, où la plus grande partie, c'est naturel. Je leur dis chapeau ! L'année prochaine, on aura une mission, on a amené une partie du matériel pour qu'ils puissent produire et vendre tous ces légumes naturels et d'autres produits encore.

Pierre, si *hina'aro tātou 'ia pa'ia iho ā tātou ia tātou iho, 'aita atu ai*, il faut faire la transformation, *'ia 'auhune ana'e te reira, ha'aputu, tāvirī tā tātou mau mā'a, pau roa. Te reira taime, ta'ahira'a mātāmua te reira*.

Hō'ē noa mea tā'u e fa'aha'amana'o i tātou, te raiti. Teie matahiti tei mua atu e nehenehe tātou e fifi i te raiti. Terā fenua Inde, nāna e fa'a'amu hō'ē pae te ao nei tā tātou mā'a raiti. 'E tē fa'aro'o ra vau e tāpe'a rātou i tā rātou hotu, tō rātou nūna'a, mai te mea i 'ore rātou e hāpono i rāpae'au, e tāpe'a rātou i tō rātou nūna'a ; 'e ha'amata ana'e i te tāpe'a, e'ita paha o Indonésie mā e hāpono mai i tā rātou 'aita te hapano mai ; 'e o tātou, parau ana'e 'aita e raiti iō tātou, e au ē e mahana hōpe'a, 'aita raiti, 'aita e faraoa ! 'E 'aita ana'e faraoa ota, 'aita faraoa, 'aita 'ipo, 'aita pizza, 'aita crêpe, 'aita terā mea... Donc, fa'a'aineine tātou, te fā hina'arohia, 'e fa'a'aineine tātou terā tūha'a. E 'ene te mea 'ōhie, parau mana'o terā, e tāpae tātou. Terā tō'u mana'o, e tāpae tātou.

M^{me} Maite Hauata Ah-Min : *Nō reira vau e mana'o nō te Tuha'a Pae 'aita e fa'aea noa i ni'a i te taroti, 'aita pa'i rātou e 'amu i te taroti. Tē vai nei te taro 'e tā tātou mau mā'a tumu.*

Ho'i mai ri'i vau i ni'a i terā mau mātini hōro'ahia i roto i te mau 'oire. 'Ua ta'a maita'i 'ia tātou nō te aha ? Nō te mea, terā 'ohipa ha'a-poritita-ra'a, te reira. Parau mau iho ā pa'i tenā. Ravehia terā mau mauha'a, ha'a-poritita-hia. Teienei, mea rahi ato'a te mau ta'ata fa'a'apu e amuamu noa rā, anī rātou teie mahana, hō'ē matahiti muri mai, i reira fāna'o ai terā mau rāve'a. Terā te 'ohipa e tupu rā, e mea mau. Hō'ē matahiti muri mai, 'ua teitei roa te 'aihere 'a tāpū fa'ahou, pau fa'ahou tā rātou moni. 'Aita terā noa, mea rahi. Nō reira ato'a terā mana'o e tano iho ā, 'āfa'i iho ā, hōro'a iho ā pa'i i roto i te ta'ata fa'a'apu, nō rātou te reira mau rāve'a i ravehia ai.

Le président : *Tē ha'amana'o fa'ahou atu rā vau, e 'ere ? 'E aha tō 'outou mana'o i teie tāpura moni — e 'ere tāpura drague — tāpura moni, e 'ere ? 'E aha tō 'outou mana'o ? 'Aita ā i oti te parau, amuamu*

noa atu ā 'outou i'ō nei. E'ita te reira mea e tauī. Terā mea tā tātou i paraparau noa ra, 'aita e haere 'ia rātou. Hina'aro tātou 'ia ho'i mai terā drague i te feiā fa'a'apu, nā tātou e fa'aho'i mai.

E ture pa'i tei ha'amanahia i'ō a'e. Pu'era'a textes te tauī i'ō a'e. Teienei rā ho'i, tauī nā tātou i terā pu'era'a textes i'ō a'e, a hi'o i terā mea. E tano iho ā paha terā i Tupua'i nō te mea terā coopérative i Tubuai, e 'ere, 'ua 'ite terā pāpā, 'ia inu ana'e e pe'e 'ia mātou 'ia 'aufau. Terā pa'i pāpā nāna terā coopérative i Tubuai, nō terā mea e 'ere rā pau roa mai terā. E 'ere pa'i pau roa mai terā. Terā fa'a'ohipara'a i'ō i Rurutu, 'ua nā mua tā te tāvana fa'a'apu i te mā, nā muri mai ē tā te ta'ata ri'i. Tē vai rā pa'i te mau fa'atōira'a fa'a'ohipara'a i teie pu'era'a 'ohipa. Terā rā, e tia'i tātou i te tahi pu'era'a textes mai te mea nā tātou e fa'a'āfaro. E 'ere rā ho'i te reira tā tātou, teie pa'i tāpura moni, 'ia 'ore ana'e tātou e ha'amana. Eie tātou e haere i roto i te 'āpo'ora'a rahi, i reira tātou e parau ē « e'ita vau e mā'iti ». E 'ere ? Ho'i mai i ni'a i tā tātou mea... Ho'i mai i ni'a i tā tātou nō reira tātou... 'Āraua'e 'ua 'ite vau terā mau mana'o tō tātou, fa'atata... 'Ua haere vau i Rurutu, 'ua haere vau i Tupua'i, 'ua haere vau i Huahine, tē tere noa nei vau i teie mau mahana. Tē paraparau noa mai nei ho'i ā te ta'ata, te rāve'a rā, fa'ataui terā mau ture i mā'itihia mai ra nō terā pu'era'a 'ohipa.

Paraparau na tātou nō te ÉPIC Vanille, e 'ere, te tahi ia reru 'e te rapu. Nāhea e fa'a'āfaro i te reira mea ? Nā tātou e fa'ataui. I 'āraua'e nei, paraparau mai nei rātou nō te 'ōtōnōmī de la CAPL. Te CAPL e 'aihu'arā'au nā te DAG. Tē ta'a rā 'outou 'e aha terā mea 'aihu'arā'au ? Terā ia tā rātou e tātara mai rā. Te moni nā'ō mai i te Hau fenua, haere i te DAG, haere atu ai 'ia rātou ra. 'Ua tae ana'e atu te moni 'ia rātou rā, 'ua topatari rātou. Hō'ē a'e ato'a 'e te ÉPIC Vanille. Nā tātou e fa'ataui : hau fenua i'ō 'aita pa'i e fa'atōi 'e te reira mea nā tātou i'ō nei. Fa'aho'i pa'i te ti'amāra'a o te CAPL i ni'a i tōna vaira'a. Fa'aho'i te ti'amāra'a o te ÉPIC Vanille i ni'a i tōna vaira'a. Nō reira tātou i haere mai ai i'ō nei, nō te fa'atūi'aifaro. Teienei rā ho'i, e 'ere pa'i te tāpura fa'atūi'aifaro.

M. Tevahiarii Teraiarue : Tō'u mana'o, tē hi'o ra vau i ni'a i tā tātou tāpura faufa'a, e ho'i mai rā vau i ni'a i teie mau tāreta i 'ōperehia, e tāreta o te feiā fa'a'apu 'e te feiā rava'āi. Matahiti ma'iri a'e nei, 'ua 'ōperehia e 308 tāreta i roto 'ia rātou nei.

Teienei, tō'u mana'o, mai te ha'amatarā'a mai iho ā i te ravera'a mai te 'ohipa i'ū nei te parau noa rā iho ā vau 'aita ā i rava'i. 'E terā mau pu'era'a recensement, haere recenser teie pu'era'a feiā fa'a'apu. Teienei, 'ua 'ite mai vau, e 'ere i te mea māoro iho nei, 'ua ta'uma tātou i ni'a i te fāito 5 000 paha, mai te peu 'aita vau i hape, peretiteni. Teienei, te mara'a marū mai rā. Nō te aha vau i parau ai teie mau recensement tāreta nō te mea nā teie tāreta, teienei, e fa'anaho, e fa'atere i te hō'ē ta'ata fa'a'apu 'e te hō'ē ta'ata rava'āi nō ni'a iho i te mau fa'anahora'a a te Pū a te hau e haere ana'e e ani. Te parau ānei nō te formation ato'a, parau vau nō te rava'āi, il faut ato'a iho ā teie tāreta CAPL nō te 'imira'a iho ā ia te rave'a ha'amāmāhia i tāna moni nō te 'aufaura'a iho ā i tāna formation.

Te parau nō te fa'a'apu, teienei, 'ua 'ite tātou tē taupupū ra. Parau noa vau i ni'a i te feiā vānira, il faut tāreta fa'a'apu, 'aita ana'e 'aita tā 'oe vānira e ravehia. Nō reira, te reira paha tā tātou nā mua e tuatāpapa e, teienei, tei ni'a iho noa ā tātou... I hi'o vau mai tō tātou haerera'a mai 70 % 'aita ā te mau feiā 'aita i tāpa'o 'ia rātou e 'itehia e feiā fa'a'apu ānei, feiā rava'āi. Nō reira, peretiteni, tē mara'a ri'i mai rā te fāito, 'ua tae paha tātou i ni'a i te fāito 40 'aore rā 50 % mai te peu 'aita vau i hape.

Nō reira, e haere fa'ahou tātou e ti'i, mea rahi ā teie feiā fa'a'apu 'e rava'āi 'aita ā tātou e tāpa'o atu rā 'ia rātou. 'E aha te tumu ? Il faut ha'atupu mai te tahi fāreireira'a 'ia rātou te feiā fa'a'apu 'e te feiā rava'āi. Il faut haere roa i roto 'ia rātou nō te mea, nō te māramarama 'ore 'e tā tātou ia e parau noa rā. Tē vai ra te pū a te DAG, tē vai ra teie pū CAPL, 'āno'i pau roa, mana'o rātou ē te CAPL e DAG ato'a ia tō roto. Nō reira, 'aita ā te feiā fa'a'apu e māramarama roa atu ra. Nō reira e fa'a'aitoito ia tātou teie mau matahiti e haere mai e fa'atupu teie mau fāreireira'a e rātou, 'ia ha'amāramarama-maita'i-hia e aha te pū CAPL. 'E aha mau te 'avei'a tā tātou e hina'aro rā i ni'a i teie pū ? Nō te mea ti'aturira'a 'ia 'oe, peretiteni, nō te mea nō tō 'oe 'aravihi tē ti'aturi atu nei mātou 'e 'ia nu'u tā tātou tāpura 'ohipa i mua nō te parau iho ā ia 'ia tāmā'a iho ā tātou 'ia tātou iho.

Ta'a 'ē noa ato'a atu te feiā rava'āi, mea rahi ia nō te mea tē 'ite ra vau i ni'a iho i tō'u fenua i Tahaa, 'aita tā rātou e tāreta te feiā rava'āi. Teienei rā, 'ua mau mai hō'ē ti'a tā tātou i Tahaa, tā'u ato'a ia e ha'amāuruuru maita'i, penei a'e i te mau matahiti i mua, nāna 'ia e haere e ha'amāramarama maita'i i teie feiā rava'āi 'e feiā fa'a'apu. Nō reira, terā ri'i noa ia te mana'o i ni'a iho pa'i ia i tā tātou tāreta. A fa'aitoito 'āmui tātou i reira.

M. Marc Fabresse : On est content d'entendre ce genre de discours où il faut vraiment que les agriculteurs prennent une carte CAPL. Aujourd'hui, les pêcheurs pour vendre leurs produits doivent avoir une carte CAPL. De même que pour vendre les vanilles dans des zones de vente, on doit avoir une carte CAPL.

Aujourd'hui, s'agissant des agriculteurs, il n'y a aucune obligation légale d'avoir une carte CAPL pour faire du *fa'a'apu*, à part s'ils veulent faire des grosses factures avec des grosses entreprises. Les raisons sont multiples pour lesquelles ils ne l'ont pas et c'est rarement parce qu'ils ne savent pas que cela existe. Je pense que quasiment tout Tahiti est au courant qu'il faut une carte CAPL pour être reconnu comme professionnel. En fait, il y a d'autres raisons qui poussent les gens à ne pas faire de carte CAPL notamment l'impact lié à la CPS. C'est ce qui freine aujourd'hui puisqu'effectivement la situation de la sécurité sociale et des retraites des agriculteurs est une chose qui doit être, à mon avis, un sujet à débattre dans la réforme de la PSG puisqu'il y a un vrai souci là-dessus et c'est ce qui pousse les agriculteurs à ne pas se déclarer.

Les statuts de l'agriculteur sont en cours de travaux avec le ministère de l'agriculture et nous aussi on fait partie du groupe de travail avec la Direction de l'agriculture. Dans ces statuts, on veut imposer la détention d'une carte CAPL pour pouvoir effectuer l'activité d'agriculteur et je pense que c'est vers là qu'il faut aller. Aujourd'hui, à titre d'information, on a 5591 cartes. Ce qui n'est pas négligeable en termes de chiffres.

Le RGA — l'ancien recensement général de l'agriculture en 2012 fait par la Direction de l'agriculture en cours de renouvellement et qui vient d'être fini, — comptait à peu près 5 à 6000 grandes exploitations pour 15 000 actifs, ce qui est énorme. Apparemment, au niveau de l'exploitation des actifs, il y a une chute de plus de 20 % des exploitations agricoles. Néanmoins, je suis persuadé que dans le recensement il y aura quelques agriculteurs qui n'auront pas la carte, mais je suis persuadé aussi que ces agriculteurs savent qu'ils peuvent demander une carte mais ne demande pas pour des raisons très particulières.

Et enfin, concernant les avantages de la carte parce que je pense que c'est bien de le rappeler pour que tous vous soyez au courant à quoi sert notre carte. Elle nous permet d'être reconnu comme professionnel ; on peut avoir un numéro de Tahiti et faire de la facture, ce qui est important. On peut aussi au bout de deux ans faire de la défiscalisation, on peut avoir des ristournes dans les magasins. Quand je parle de ristournes, tu peux même avoir des réductions pour *Air Tahiti Nui* pour aller au Japon, aux États-Unis avec un bagage en plus. C'est comme une carte Big CE. Tu peux aussi avoir l'accès aux fonciers domaniaux, aux aides agricoles, à des parcours de formations comme la formation pour les porteurs de projets et la gratuité du fret agricole. Aujourd'hui, le fret est pris en charge pour les îles quand tu envoies tes produits ou quand tu fais venir certains engrais. Et pour les pêcheurs, il y a quelque chose qui est pris en charge du fret, pour les pêcheurs, il y a tout ce qui va être les produits transformés qui sont des îles vers Tahiti et tout ce qui est aliment pour l'aquaculture aussi, c'est pris en charge.

M. Thomas Moutame : Il faut bien expliquer que la prise en charge, ce n'est pas pour la consommation

M. Marc Fabresse : Effectivement, ce n'est pas pour la consommation, c'est pour l'activité.

Si vous voulez pour préciser on fait un bulletin technique de la Chambre d'agriculture dans lequel vous avez toute l'actualité, ils sont disponibles en ligne. Le prochain — que vous avez en avant-première puisqu'il est en train d'être imprimé — il y a un article sur le nouveau dispositif de la prise en charge du fret qui a été modifié le 15 septembre parce qu'on l'a fait évoluer avec les affaires économiques.

C'est un outil très intéressant et c'est souvent pour cela qu'ils prennent la carte *fa'a'apu* parce qu'ils peuvent faire venir, notamment dans les îles des produits et des engrais sans payer le fret.

M^{me} Yseult Butcher-Ferry : Vous prenez aussi le frêt avion ?

M. Marc Fabresse : Malheureusement, non, ce n'est que par bateau. On aurait une charge extrêmement lourde pour le Pays.

M^{me} Yseult Butcher-Ferry : Parce que les gens veulent surtout du poisson frais.

M. Marc Fabresse : Aujourd'hui, le poisson frais n'est pas pris en charge par le fret. On en avait parlé, hier. On a fait la demande au niveau de la CAPL. Aujourd'hui, la DGAE nous a dit que c'était une délibération ou une loi du pays pour modifier le texte alors que ce qu'on a pu modifier c'est un arrêté qui passe en Conseil des ministres. Le gouvernement est en train de travailler sur un texte pour mettre en place le poisson, après il faudra le soutenir quand il vous sera présenté. Mais je pense qu'en tout cas c'est en travaux à la DGAE, ils nous l'ont confirmé.

M^{me} Yseult Butcher-Ferry : Président, qu'en est-il de Rapa concernant les pêches et les pommes...

M. Thomas Moutame : On a fait une mission à Rapa, le problème à Rapa c'est la transformation. Le bateau vient une fois tous les mois. Quand c'est la saison des pêches, des poires, des nectarines, *para ana'e mai*, il faut *pa'i* faire la transformation pour pouvoir expédier mais l'idéal c'est d'avoir ces produits frais. *'Ia tae ana'e mai te pahī 'ua perehū atu ra iā.*

EXAMEN DU PROJET DE DÉLIBÉRATION

(La procédure d'examen simplifiée est approuvée à l'unanimité.)

Le projet de délibération ne suscite aucune discussion.

Vote sur l'ensemble du projet de délibération : Adopté à l'unanimité avec 9 voix pour (dont 2 procurations)

M. Thomas Moutame : Président, *hina'aro noa vau e ha'amāuruuru maita'i te mau 'auvaha o te 'āpo'ora'a rahi i mā'iti mai i tā tātou tāpura ha'amāu'a nō te matahiti 2022, parau mau 'ua oti te reira, ha'amata te matahiti... 'Ua 'ite au mea rahi roa tō tātou mau mana'o. Peretiteni, nehenehe e fa'atupu i te tahi tāu'ara'aparau, te tahi tumu parau. Teie hō'ē tumu parau tā tātou i haere mai, tuatāpapa tātou i te reira. Tā mātou hina'aro, te mau mana'o nō te mea... Nō te aha ? Nā 'outou e mā'iti i tā tātou budget. 'E te piti o te mana'o, peretiteni, tā'u i haru mai rā, mai te peu nehenehe e tau'i. Tō tātou fīfī i teie mahana, 'eiaha te tāere, mā'iti mai te faufa'a, haere i te DAG, te DAG haere mai i'ō nei. Tāere, tāere, tāere. E 'ere nō teienei tō mātou parau-noa-ra'a te reira. Mai te peu 'ananahi nehenehe tau'i te reira fa'anahora'a i'ō e 'āfaro noa mai, mea 'ōhie te reira taime. Mea 'ōhie i te reira taime. 'Aita rā e rave'a e fa'anahora'a la procédure administrative, c'est lourd.*

(L'ordre du jour étant épuisé, la réunion de la commission s'achève à 15 h 23.)

LE PRÉSIDENT,

Tafai, Mitema Tapati